

## La voix de l'opposition de gauche

Le 10 juin 2017

### CAUSERIE

#### Gouvernement gauche-droite-société civile, le pouvoir absolu ou l'extrême droite au pouvoir.

Selon un sondage Ipsos Sopra Steria Game Changers publié mardi, La République en marche et le MoDem obtiendraient ensemble 385 à 415 députés (sur 577). Le parti du président pourrait avoir la majorité absolue tout seul.

Une situation loin d'être inédite sous la Ve République: c'était déjà le cas de l'UDR pour le général de Gaulle en 1968, du Parti socialiste pour François Mitterrand en 1981, de l'UMP pour Jacques Chirac en 2002 et pour Nicolas Sarkozy en 2007, et du PS pour François Hollande en 2012.

Mais la grande différence est la déliquescence des opposants: à droite, LR et l'UDI obtiendraient 105 à 125 sièges, à gauche l'ensemble PS/PRG/EELV/Divers gauche seulement 25 à 35 sièges, La France insoumise et le PCF 12 à 22 et le Front national 5 à 15.

En outre, Emmanuel Macron renforce depuis son arrivée l'autorité de l'Élysée sur son inédit gouvernement gauche-droite-société civile. AFP 07.06

Eh oui, rappel cruel !

D. Gluckstein (POID) - "*Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?*"

Il aurait fallu y penser dès 1958 et préparer les travailleurs à ce qui les attendaient s'ils ne renversaient pas le régime en place...

Rappelez-vous l'enseignement que j'avais tiré de l'expérience grecque, ils baissent les retraites jusqu'à 40% et ça passe. Idem au Portugal. J'avais affirmé que le combat politique devait être axé contre les institutions nationales et le capitalisme et non sur l'UE ou je ne sais quoi.

Effectivement, la situation dans laquelle nous risquons de nous retrouver avec un parti disposant de la majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas nouvelle, pour autant, nous n'en avons jamais tiré les leçons. Je crois avoir trouvé la leçon essentielle à côté de laquelle nous sommes passés pour ne pas avoir retenu celles des marxismes ou ne pas les avoir comprises.

Souvenez-vous de la "*faute*" que Marx et Engels avait commise et évoquée par Engels dans une lettre de 1893 adressée à Mehring :

- C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum.

- ...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont

à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations... Fin de l'extrait.

Nous avons confondu les instruments de la démocratie avec la démocratie elle-même. Comment cela ? En attribuant une vertu démocratique au régime en place ou à ses institutions, ce qui signifie que nous avons perdu de vue que c'était le capital qui avait fondé ces institutions, et qu'à partir de là non seulement elles ne pouvaient être démocratiques, mais surtout leur fonctionnement ne permettrait jamais à la démocratie d'exister réellement, tout au plus elle incarnerait le rapport de force entre les classes établi au cours de la lutte de classes sans jamais que la domination de classe du capital ne soit menacée, autrement dit fondamentalement les institutions devaient conserver le caractère antidémocratique qui avait prévalu lors de leur fondation.

Ce qu'il fallait retenir ou ce sur quoi il fallait mettre l'accent n'était pas le vernis démocratique des institutions que chacun pouvait dénoncer sans que cela ne lui coûte rien, mais leurs fondements antidémocratiques dans la mesure où ils incarnaient non pas un rapport de force, mais la domination de classe de la minorité sur la majorité, et si nous avions abordé la question des institutions sous cet angle-là nous aurions pu faire immédiatement le lien avec les fondements du capitalisme puisque c'était les mêmes.

Pendant plus d'un demi-siècle on nous a abreuvé de la démocratie à toutes les sauces, alors qu'en réalité elle n'existait pas, et elle ne pouvait pas exister puisque la classe ouvrière ne détenait pas le pouvoir politique, nulle part dans le monde d'ailleurs, ce qui permettait au passage de faire comprendre aux travailleurs et aux militants que le socialisme non plus n'existait pas, pas plus en URSS, en Chine, à Cuba où je ne sais où encore, et que tous les discours sur la démocratie était une imposture destinée à les tromper pour qu'ils se soumettent à l'ordre établi et les détourner du socialisme.

Comme le rappelait l'AFP, effectivement cela fait plus d'un demi-siècle, depuis l'avènement de la Ve République pour ne pas remonter plus loin, qu'il existe en France des institutions dont la nature est antidémocratique et il ne peut pas être autrement, et c'est seulement aujourd'hui qu'on nous dit qu'il ne faut pas discuter avec le Président de la République, avec le gouvernement et qu'il n'y a rien à attendre de l'Assemblée nationale, ce qui signifie qu'il s'est écoulé 59 ans pour s'apercevoir que toute collusion avec les institutions ou ses représentants constitueraient une trahison de la cause des travailleurs ou du socialisme.

Mais je ne suis pas du tout certain que ceux qui nous tiennent aujourd'hui ce discours aient véritablement l'intention de rompre avec la mauvaise habitude qu'ils ont prises ou les erreurs qu'ils n'ont cessées de reproduire pendant des décennies, en participant à ces institutions ou en vantant leurs vertus démocratiques, qui depuis ayant été largement écornées, a pris la forme d'un discours en faveur du retour à la démocratie... qui n'a jamais existé, ce qui prouve qu'ils n'ont pas encore tiré la leçon que nous venons d'évoquer.

### **Quelques réflexions politiques**

1- La "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes*" a fait long feu comme nous l'avions annoncé, sans prendre de risque il faut bien l'avouer.

La méthode de Mélenchon consiste à tenir un discours provocateur histoire de se faire passer pour un opposant radical au régime, pendant qu'il droitise sa politique, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! C'est un charlatan qu'instrumentalise le régime, ce dont il a parfaitement conscience, on confirme. Il vient de traiter Hollande de "pauvre type", ils sont au moins deux comme cela.

A l'issue de la défaite cinglante que FI va subir lors des législatives, tout du moins telle qu'elle est annoncée à l'heure où j'écris ces lignes, ce mouvement va se disloquer, et s'il devait aspirer une grande partie des courants du mouvement ouvrier ce serait pour mieux creuser leurs tombes ou servir Macron, Mélenchon a au moins raison sur ce point, il remplirait ainsi le rôle que le PS ne peut plus jouer, il le remplacerait pour faire le sale boulot à sa place.

Pourquoi ce sera une défaite cinglante pour FI ? Tout simplement parce que ce mouvement a été construit sur la base de l'électoratisme, du réformisme ou du légalisme envers les institutions et le régime, or sur ces plans-là il n'y a plus rien à gratter, la situation n'offre plus aucune perspective à ce genre d'opportunisme, et tous ceux qui y ont participé vont cruellement en faire l'expérience, ils vont être profondément démoralisés à l'issue de cette expérience, et bien qu'ils en tirent les leçons politiques et qu'ils se tournent par exemple vers le POID qui propose de rompre avec les institutions de la Ve République.

2- On peut raconter n'importe quoi à mon sujet, mais personne ne pourra nier qu'on avait prévu ce qui est en train de se mettre en place lors de multiples causeries.

Par exemple, on n'a pas attendu le 8 juin 2017 pour écrire : *Aucune discussion, aucun accord avec Macron*, on était déjà sur la même position sous Sarkozy et Hollande... pendant que d'autres leur adressaient des pétitions qui ont toutes finies à la poubelle, ou leur envoyaient des délégations qui n'ont jamais débouché sur la moindre mesure positive pour les travailleurs.

Souvenez-vous de ce qu'on a écrit sur le PS. Vous avez en mémoire le contenu du bandeau défilant qui a figuré pendant plus d'un an en haut de l'écran de notre portail, prémonitoire n'est-ce pas, je vous le rappelle : Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !..... Etait-il justifié ? Les faits ont parlé et on s'en tiendra là.

On a décrit le régime dictatorial qu'ils voulaient mettre en place et qui s'inscrivait dans la stratégie politique qui consistait à instaurer un nouvel ordre mondial. Il devrait prendre la forme d'une monarchie absolue calquée sur l'Ancien Régime, lorsque le peuple ne disposait d'absolument aucun moyen pour s'opposer à la politique du monarque en place ou même l'infléchir.

Le pouvoir serait détenu par l'oligarchie, il serait pour ainsi dire insaisissable, de sorte qu'il serait extrêmement difficile de le combattre. L'oligarchie et l'élite qui la sert constitueraient un gouvernement fantôme (comme aux Etats-Unis) qui gouverneraient en réalité, dans l'ombre. Le chef de l'Etat ne serait qu'un fantoche, une marionnette qu'ils commanderaient à distance, c'est elle qui prendrait tous les coups à leur place et ils la jetteraient quand elle serait complètement discréditée pour la remplacer par un autre pantin qu'ils auraient repéré et formé entre temps pour remplir la même fonction et ainsi de suite.

On y est. J'avais aussi indiqué que la Chine avec son parti unique, leur servirait de modèle pour établir leur dictature absolue. A l'heure où tout le monde parle plus ou moins hypocritement de la menace que constituerait l'instauration d'un régime dirigé par un parti unique en France, vous avouerez que j'avais eu de l'inspiration, il suffisait d'observer la situation, ni plus ni moins.

J'avais aussi fait remarquer que ce qu'ils appelaient le centre était en fait le courant le plus droitier de la droite officielle et le plus dangereux, contrairement à la caractérisation communément admise du centre qui était présenté comme modéré.

Macron qui est déjà le produit d'un coup d'Etat réalisé par l'oligarchie, est en train de réaliser un coup d'Etat anti-sociale et institutionnel, l'air de rien il est en train de réaliser les objectifs du

programme de l'extrême droite fasciste qui se confond avec celui des néolibéraux ou néoconservateurs.

Du coup, on observant que le NPA entend discuter ou négocier avec un tel pouvoir, on en vient à se dire que ses dirigeants auraient estimé possible et normal d'avoir la même attitude avec Milton Friedman qui fut un des idéologues de choc du néolibéralisme dans les années 70, et qui fut à l'origine du programme que les dictatures militaires de Pinochet au Chili et de Vidéla en Argentine appliquèrent.

Pour être cohérent ou tenir compte des fait, d'extrême gauche, il va falloir relayer ce parti à droite. Il ne reste plus que trois partis à gauche à ce jour : le POI, le POID et LO.

### **Que faire ?**

Si j'ai bien compris, après en avoir pris connaissance seulement cet après-midi, la déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » datée du 5 juin et signée par le PCF, le PG, le NPA, EELV et quelques rogatons du PS, constitue la réponse négative à ma proposition de manifestation nationale unitaire à Paris le 16 septembre pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail du gouvernement Macron-Philippe. Sans surprise évidemment.

Mais les dirigeants signataires de cette déclaration sont une chose, les militants en sont une autre.

Peu importe, je vais tout de même leur envoyer ma proposition. J'appelle les militants à la faire circuler le plus largement possible.

En attendant je vous propose l'éditorial de Daniel Gluckstein du 8 juin 2017 (La Tribune des travailleurs (POID)). Je souscris à son contenu, hormis que je ne considère pas de gauche le PCF, le PG, EELV et les rogatons du PS, j'ai envie de dire qu'ils le démontrent une fois de plus, quant au NPA, c'est une organisation dégénérée qui n'a rien à voir avec l'extrême gauche, laissons cela de côté, et il y manque une proposition d'action.

### **La provocation de Macron n'appelle qu'une réponse par Daniel Gluckstein.**

En évoquant une « bombe » à propos de l'ordonnance en préparation sur le contrat de travail, Le Parisien confirme que ce gouvernement illégitime\* est en guerre contre la classe ouvrière et qu'il veut passer en force.

Les dirigeants des organisations qui avaient cru possible l'ouverture de négociations (lire page 4) devront se rendre à l'évidence : le gouvernement Macron-Philippe est déterminé à réduire en miettes le contrat de travail. C'est pourquoi il restera sourd aux « propositions » des organisations ouvrières si elles visent à préserver les droits ouvriers collectifs.

La provocation du gouvernement n'appelle qu'une réponse : le front unique des travailleurs et de leurs organisations, unis pour imposer le retrait des projets Macron-Philippe (avec ou sans ordonnances) et l'abrogation de la loi El Khomri sur laquelle ils reposent.

Curieusement, au moment même où Macron veut passer en force, fleurissent « à gauche » des initiatives accréditant l'illusion d'une possible discussion démocratique avec le gouvernement.

Dans une déclaration commune intitulée « Nous refuserons une loi Travail bis par ordonnances » (lire page 6), des dirigeants du Parti communiste, du Parti de gauche, de la gauche du Parti socialiste, du NPA, d'Europe-Écologie-Les Verts appellent à ne pas donner une « majorité absolue à l'Assemblée » à Macron et formulent leurs « propositions alternatives ». Qui peut croire que le

blocage des plans du gouvernement passe par le résultat de l'élection à une Assemblée nationale-croupion, chambre d'enregistrement des décisions d'un président de la Ve République tout-puissant ? Quant aux « propositions »... L'exigence de retrait du plan Macron-Philippe et d'abrogation de la loi El Khomri est absente du texte commun des dirigeants de gauche !

Quelques jours plus tôt, Mélenchon avait lancé son propre appel à constituer un « Front populaire de résistance sociale et de proposition » intégrant « les forces syndicales, associatives, politiques et culturelles » (lire page 6). Pour Mélenchon aussi, « cette résistance commence d'abord à l'Assemblée nationale ». Ce qui l'amène lui aussi à soumettre ses « propositions » en tout genre et même à amender (et envisager de voter) la mini-réforme de la Constitution préparée par le gouvernement !

Qui peut croire que c'est en faisant des propositions au gouvernement et en amendant ses projets qu'on va le combattre et le faire reculer ? Qui peut croire que c'est à l'Assemblée nationale que cela va se jouer ?

Ne peut combattre Macron et encore moins défaire sa politique celui qui refuse de rompre avec lui.

C'est sur le terrain de la lutte de classe que la classe ouvrière fera reculer ce gouvernement de guerre.

Dehors ce pouvoir illégitime ! À bas les ordonnances ! Retrait des projets Macron ! Abrogation de la loi El Khomri ! Telles sont les bases de l'unité ouvrière pour laquelle combattent les militants du Parti ouvrier indépendant démocratique.

\* Les sondages annoncent 45 % d'abstentions le 11 juin et prévoient un résultat correspondant à 15 % des inscrits pour La République en marche.

### **Macron le kamikaze fanatique de l'oligarchie.**

Ils l'ont enfin trouvé !

- Législatives - Morin (UDI) : "Macron est en train d'hypnotiser les Français" - Franceinfo

- L'imposture est le masque de la vérité; la fausseté, une imposture naturelle; la dissimulation, une imposture réfléchie : la fourberie, une imposture qui veut nuire; la duplicité, une imposture à deux fins. (Vauvenargues, De l'esprit humain)

- Vous les verrez bientôt, féconds en impostures, Amasser contre vous des volumes d'injures (...) (Boileau, Satires)

- (...) pour certaines âmes, il y a le bonheur de l'imposture. Il y a une effroyable, mais enivrante félicité dans l'idée qu'on ment et qu'on trompe; dans la pensée qu'on se sait seul soi-même, et qu'on joue à la Société une comédie dont elle est la dupe, et dont on se rembourse les frais de mise en scène par toutes les voluptés du mépris (...) Les natures au cœur sur la main ne se font pas l'idée des puissances solitaires de l'hypocrisie, de ceux qui vivent et peuvent respirer, la tête lacée dans un masque. (Barbey d'Aurevilly, les Diaboliques, « Le dessous de cartes... ».)

### **Parole d'internaute**

1- *"D'une certaine manière, lorsqu'on constate la montée rapide de "l'abêtissement" généralisé provoquée par la présence de plus en plus incontournable de la "technologie" et autres "aides digitales" à toutes les taches de base de la vie courante, on se demande si la nécessité de faire appel à des technologies de remontée du QI de l'Espèce ne seront, après tout, pas nécessaires..."*

C'est la corruption des intellectuels et des classes moyennes qui est responsable en grande partie de la situation actuelle, notamment ceux et celles des pays occidentaux ou des pays les plus industrialisés.

Parmi eux, dès le milieu ou la fin du XIXe siècle certains de leurs membres avaient commencé à prendre conscience de l'orientation impérialiste du capitalisme et des dangers qu'elle faisait peser sur le devenir de la civilisation humaine.

Cependant ils ne firent jamais l'effort d'étudier sérieusement l'interprétation qu'en avaient donnée les marxistes ou plus précisément, ils s'en remirent aux conclusions de leurs travaux sans véritablement comprendre le processus dialectique matérialiste qui avait été à l'origine du développement du capitalisme, du coup lorsque ces conclusions furent contrariées temporairement par justement leur impréparation à la révolution socialiste qui permis au stalinisme de se développer et d'obstruer toute perspective au-delà du capitalisme, ils en profitèrent pour abdiquer ou se soumettre à l'ordre établi.

Dès lors, ils tournèrent délibérément le dos au marxisme et adoptèrent le réformisme bourgeois, qui présentait au moins l'avantage d'être en adéquation avec leur mode de vie relativement confortable ou supérieur au reste de la population. Partant de là, leur priorité ou leur intention plus ou moins inavouable allait être de servir le régime auquel ils étaient redevables de leur statut privilégié et qu'ils refuseraient dorénavant d'affronter. Ils se borneraient à en dénoncer les excès les plus criants histoire de se donner bonne conscience ou de camoufler plus ou moins maladroitement leur servilité en arborant une fausse modestie, proclamant qu'ils étaient bien peu de choses ou qu'il n'était pas en leur pouvoir de changer le monde, ce que personne ne leur demandera au passage, pour justifier le fait qu'ils avaient fini par s'en accommoder, ce que personne ne leur reprocherait puisque la plupart des gens devaient adopter le même état d'esprit ou comportement.

Ce qu'ils n'avaient pas prévu manifestement, c'est que la crise du capitalisme poussée à son paroxysme allait mettre en évidence leur imposture, celle qui avait consisté à continuer d'utiliser la rhétorique du marxisme, tout du moins ses aspects les moins compromettant, pour se faire passer pour des progressistes ou des démocrates ou encore de gauche, posture qui allait s'avérer insoutenable lorsque les tenants du régime allaient s'engager dans la voie du néolibéralisme et broyer le réformisme bourgeois, et donc ses représentants et l'élite qui se prétendaient de gauche.

On notera au passage que ce n'est pas le marxisme ou le socialisme qui auraient été vaincus, mais une idéologie issue du capitalisme et qui devait servir ses intérêts. Or, c'est encore de nos jours cette confusion qui empeste le cerveau des intellectuels et des classes moyennes, ce qui témoigne de leur "abêtissement". Ne sont-ils pas les premiers à profiter de "la "technologie" et autres "aides digitales" à toutes les taches de base de la vie courante" ?

*2- "Des grands penseur d'autrefois, il y a 2000 ou 3000 ans, et penseurs contemporain, où est l'évolution ? L'homme tourne en rond, du divertissement, on le fabrique, il nous occupe, mais on stagne, voir régresse."*

Ce n'est pas à voir, c'est absolument certain, lire plus loin un témoignage.

L'ultime évolution de l'humanité ou le degré de conscience qu'elle a atteint a consisté à découvrir le processus dialectique matérialiste qui était à l'oeuvre dans la matière et chacune de ses représentations, dont la nature, les hommes, la société, le monde, l'univers.

Cela vous aurait-il échappé ? Ce serait regrettable, car lorsqu'on passe à côté on ne peut pas interpréter correctement l'évolution ou la transformation de la matière et ses représentations, on

est réduit à se livrer à des spéculations métaphysiques ou à raconter n'importe quoi, à sombrer dans l'idéalisme ou le nihilisme qui est sa version putréfiée.

Dans le meilleur des cas on sera condamné à dresser un constat qui sera plus ou moins fidèle ou éloigné de la réalité sans pouvoir en tirer la moindre perspective. De plus, cette impasse ou cette faillite intellectuelle (et morale) ne peut conduire qu'à l'impuissance à modifier le cours ou l'orientation de la société. Au-delà, cette orientation de la société les condamne à connaître une régression sans fin entraînés inexorablement dans sa course vers l'abîme, à entrer eux-mêmes en putréfaction en justifiant ce qu'autrefois ils estimaient injustifiables, bref, jusqu'à devenir méconnaissables.

Ce processus de dégénérescence guette tous les intellectuels et les membres des classe moyennes que le néolibéralisme incarné par Macron entend soumettre sans condition ou broyer, sauf à devenir ses zélés serviteurs, et encore, ils les jetteront quand ils estimeront qu'ils ont fait leur temps ou qu'ils n'en ont plus besoin.

En guise d'épilogue.

Il va de soi que le niveau de conscience et l'engagement, la détermination et les exigences ne sont pas les mêmes, selon qu'on se destine à obtenir une amélioration de sa condition ou à changer la société.

Cela n'engage à rien ou ne coûte rien ou presque de revendiquer l'amélioration de sa condition ou de la société, c'est compatible avec l'amateurisme, le dilettantisme, l'éclectisme, on n'a pas besoin de modifier notre mode de pensée, bref, c'est économique mais cela ne rapporte rien à l'arrivée, je parle sur le plan historique.

En revanche, lorsqu'on se destine à changer la société ou le monde, c'est une toute autre affaire, cela ne s'improvise pas, on part de rien et on a tout à conquérir, à apprendre, cela demande de posséder ou plutôt de cultiver de nombreuses qualités, la volonté, le courage, la persévérance, la détermination, la discipline, la rigueur, la modestie, etc. Qui plus est, c'est au départ que c'est le plus difficile car on va devoir fournir des efforts colossaux ou des sacrifices sans en tirer le moindre profit, ce qui nous vaudra les railleries ou l'incompréhension de notre entourage.

On va affronter une multitude d'obstacles sans que personne ne puisse nous aider, puisque c'est une question qui ne concerne que nous-même et notre conscience, ce qu'on veut vraiment dans la vie. C'est d'autant plus compliqué qu'on n'a pas réellement conscience du processus dans lequel on s'en engagé, qui plus est, qu'on n'a pas le droit d'interrompre sous peine de perdre le bénéfice du travail déjà accompli, ce qui explique pourquoi ceux qui un jour ce sont engagés dans cette voie et qui ont interrompu ce processus étaient voués par la suite à régresser, y compris à un stade antérieur au précédent.

Ce processus se déroulant selon les lois de la dialectique qu'on ignore encore, va nous réserver bien des surprises désagréables avant d'en tirer satisfaction, car on ignore par quels étapes et états de conscience on va passer successivement, ce qui constitue la plus grande menace puisqu'on va s'illusionner plus d'une fois sur ce qu'on croit avoir compris, ce qui aura le don de nous démoraliser, le seul moyen d'y remédier consistera à étudier à nouveau les mêmes passages, surtout il faudra s'abstenir de vouloir sauter des étapes car ce serait fatal pour le coup ou notre entreprise serait vouée à l'échec.

Quand j'avais 18-19 ans j'en étais arrivé à lire la presse féminine destinée aux "ménagères", genre Intimité ou Nous deux que ma mère achetait, si cela ne vous dit rien, disons un niveau en dessous de Paris Match ou Ici Paris, pour dire que j'étais un crétin fini. Et du jour au lendemain je suis passé à Aristote et Platon ! Deux ans plus tard j'allais arrivé à Marx et Engels en m'étant farci les

philosophes les plus érudits, Descartes, Spinoza, Kant et Hegel pour n'en citer que quelques-uns. Il y a de cela 43 ans.

Je suis donc parti du niveau zéro sans que jamais personne ne m'apporte le moindre soutien. Ah j'étais résolu, et cela ne m'a jamais quitté ! C'est pour dire que chacun peut progresser quelle que soit sa condition, qui plus est pour un intellectuel ou un membre des classes moyennes. Chez eux, c'est la volonté qui fait défaut, le manque de motivation... Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je me moque d'eux, pas méchamment, mais parce qu'on ne peut pas se résigner à vivre dans un monde pareil, aussi pourri. Je me demande comment font ces gens-là pour vivre sans idéal, ils doivent être très malheureux, je les plains. J'ai connu cela aussi pendant les 20 années où j'ai arrêté de militer, et je dois dire que cela ne m'a pas vraiment porté bonheur non plus, au contraire, j'ai perdu la seule femme que j'ai vraiment aimée au cours de mon existence et ma fille, ce que j'avais de plus chères.

Placer son idéal dans une personne ou quelque chose ne mène pas loin, hormis des désillusions. Troquer l'idéal humaniste du socialisme, de la liberté pour un idéal à la petite semaine (Un resto, une bouffe, un ciné, les vacances, etc.) qu'il faut renouveler sans cesse sous peine de plonger dans une dépression ou de se retrouver face au grand vide de son existence, c'est très superficiel et pour tout dire mesquin, médiocre si on s'en contente. Ces gens-là ne peuvent pas se projeter au-delà puisque pour eux la société n'a pas d'avenir ou il sera épouvantable, elle est condamnée à l'avance, alors qu'avec le socialisme l'avenir nous appartient, même s'il ne se réalisera pas de notre vivant, peu importe, il nous transporte bien au-delà de notre petite existence qui n'était destinée qu'à durer qu'un temps, en avoir conscience nous unit à jamais à tous les hommes et toutes les femmes des générations passées, présentes et futurs qui aspirent à mettre fin au règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté, la mort constitue le trait d'union entre elles.

### **Témoignage d'un travailleur américain.**

Dans toute ma vie de baby boomer, je n'ai jamais vu un état d'esprit aussi militariste affecter autant de gens qu'aujourd'hui. Il y a vraiment trop de plaques d'immatriculation de voitures qui arborent des logos militaristes. Trop de parents qui affichent ce signe sur la lunette arrière de leur véhicule : « Fiers parents (ou grands-parents) d'un marine (ou d'un soldat) ».

Aujourd'hui, le moindre événement sportif doit avoir sa garde d'honneur et son salut au drapeau avec hymne national avant le match. Les stades de foot ont tous leur drapeau géant qui les recouvre en entier. Et leurs fans debout, main sur le coeur et tête baissée en signe de respect.

On dirait que l'art de la guerre à l'Américaine est devenu la norme de notre vie. Cet empire militaire industriel a gagné le coeur et l'esprit de trop de braves gens !

Si cela ne s'arrête pas, notre nation n'aura pas fait faillite que financièrement, elle l'aura fait aussi spirituellement et moralement.

Philipp Farruggio fils et petit-fils de dockers de Brooklyn – 29 mai 2017

### **En oligarchie. Coup d'Etat institutionnel. En marche vers un régime policier ou le totalitarisme.**

- Etat d'urgence : «Une inscription dans le droit commun qui annule toute contestation» - Libération.fr

Militante, juriste, politique, universitaire ... Six personnalités réagissent à la parution dans la presse d'un texte présenté comme un avant-projet de loi intégrant les mesures mises en place après les attentats de 2015.

Arié Alimi avocat:

«Les actes terroristes, une notion malléable»

Arié Alimi DR«Jusqu'à présent, l'état d'urgence n'a pas concerné seulement le terrorisme. Le ministère de l'Intérieur et les préfetures ont démontré leur volonté de l'appliquer à d'autres faits qu'ils considèrent comme des troubles graves à l'ordre public. C'est par exemple ce qui s'est produit peu de temps après les attentats du 13 Novembre, avec les interdictions des manifestations à l'occasion de la COP 21 à Paris. Ce fut aussi le cas avec le bannissement de certaines personnes des cortèges anti-loi travail, ou encore des interdictions de déplacement de supporteurs de football. Le texte de transposition fixe la limite d'une application aux actes terroristes mais c'est une notion malléable. Et lors du contrôle de l'action du ministère, les juridictions administratives, y compris le Conseil d'Etat, n'ont pas du tout fait le travail du juge judiciaire. Lorsqu'elles étaient saisies d'un arrêté préfectoral d'assignation à résidence ou de perquisition, les juges administratifs n'ont pas vérifié la réalité des faits allégués dans les notes des services de renseignement. D'ailleurs, les premiers qui devraient être dans la rue aujourd'hui pour contester ce projet de loi, ce sont les juges de l'ordre judiciaire. De fait, Emmanuel Macron veut rétablir le pouvoir absolu de contraindre sans jugement. La seule limite désormais, c'est que l'on ne pourra pas incarcérer quelqu'un sans l'action du juge judiciaire.» (photo DR)

Sébastien Pietrasanta député PS spécialiste sécurité:

«Le judiciaire contourné»

Sébastien Pietrasanta - «Je trouve plutôt inquiétant qu'un système dérogatoire et exceptionnel puisse entrer dans le droit commun. On ne peut pas dire qu'on sort de l'état d'urgence pendant une campagne présidentielle et finalement mettre cet état d'urgence dans la loi de tous les jours. On perpétue un système dérogatoire, on laisse la plénitude d'action aux préfets, on contourne l'autorité judiciaire : tout cela m'interroge. «D'autant plus que j'ai aussi des réserves sur l'efficacité de ces mesures, quel que soit l'endroit où vous choisissez de les ranger, état d'urgence ou droit commun. Elles sont sûrement utiles pour le maintien de l'ordre mais, pour le reste, j'ai des doutes. Ainsi, le contrôle parlementaire a montré que les perquisitions administratives et les assignations à résidence avaient eu, grâce à l'effet de surprise, une utilité réelle dans les premiers jours. Mais ensuite, le ménage était fait avant les perquisitions. Ces dernières sont peut-être utiles pour certains services de police, mais pas forcément pour ceux du renseignement dans la lutte contre le terrorisme. Leur but est de surveiller, pas d'aller taper aux portes des personnes à surveiller. Enfin, je ne peux pas, comme homme de gauche, critiquer la droite qui souhaite interner les fichés S et, dans le même temps, accepter des assignés à résidence permanents qui ne sont pas judiciairisés.»

Adrienne Charmet de la Quadrature du Net:

«Atteinte lourde à la vie privée»

«Cet avant-projet de loi, c'est l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, avec tous les problèmes que cela soulève : qui décide des mesures coercitives ? Quels sont les recours possibles ? La définition des personnes qui peuvent être assignées à résidence est très large et très subjective. L'obligation de «déclarer ses identifiants de tout moyen de communication électronique» reprend une disposition qui avait déjà été proposée pour la loi sur la procédure pénale adoptée en juin, mais que la commission des lois du Sénat avait supprimée. Nous le disions déjà à l'époque : c'est une atteinte au droit de se taire, à la présomption d'innocence et au droit de ne pas s'auto-incriminer, cela va à l'encontre de plusieurs articles de la charte européenne des droits fondamentaux, et la France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme à ce sujet... Dans le cas des perquisitions informatiques, il y a une atteinte lourde à la vie

privée sur décision préfectorale, sans droit de se défendre. Le gouvernement prétend avoir une position de sagesse en disant qu'il faut sortir de l'état d'urgence... mais on y rentrerait définitivement ! Nous sommes en train de discuter et de nous coordonner avec les associations qui s'étaient déjà opposées à l'état d'urgence. On peut espérer que le Conseil d'Etat va jouer son rôle de garde-fou. Et, si le gouvernement ne revient pas sur sa copie, que les parlementaires seront assez sages pour s'y opposer.»

Serge Slama maître de conférence en droit public:

«Le franchissement d'un cap» Slama Serge - «La fin de l'état d'urgence s'imposait. Le gouvernement a compris qu'il ne pouvait pas le renouveler indéfiniment, sachant que cet état d'exception a vocation à être temporaire, ce que le Conseil d'Etat lui rappelle depuis des mois. Le texte d'avant-projet de loi dont on parle est un curieux mélange entre la reprise des mesures déjà présentes dans la loi sur l'état d'urgence et un certain nombre de solutions qui s'inspirent du droit des étrangers, comme le régime d'assignation à résidence ou la surveillance électronique. Par ailleurs, ce que propose le texte sur les perquisitions est très étonnant : ce serait la première fois en dehors de l'état d'urgence qu'elles seraient ordonnées sur décision du préfet après autorisation du procureur de la République de Paris. Alors certes, le procureur a une autorité judiciaire au sens de la Constitution, mais il n'est pas indépendant dans la mesure où il relève de l'exécutif. La seule solution satisfaisante serait que le juge civil autorise la perquisition. En ce qui concerne les assignations à résidence, elles seraient adaptées plus spécifiquement aux personnes qui sont supposées entretenir des liens avec des milieux radicalisés, afin de les inciter à rompre avec leur milieu d'origine. Inscrire toutes ces mesures dans le droit commun est un franchissement de cap que Bernard Cazeneuve et Manuel Valls n'ont pas osé faire et qu'Emmanuel Macron est en passe de réaliser.»

Michaël Fœssel philosophe:

«Vers un état libéral autoritaire»

Michaël Fœssel - «L'inscription des mesures de l'état d'urgence dans le droit commun est une preuve de plus, s'il en faut, de la "banalité sécuritaire", où l'Etat légitime ses politiques publiques par la sécurité. Alors que la récurrence de la question de la prolongation de l'état d'urgence permettait au moins de discuter de la condition de nos libertés publiques, son inscription dans le droit commun annule toute contestation : l'exception devient la norme, c'est l'évidence sécuritaire. Ce qui est tout à fait paradoxal dans une démocratie libérale : d'un côté, on valorise la liberté d'entreprendre et, de l'autre, on remet en cause nos droits les plus fondamentaux, dont les libertés publiques et individuelles. Avec la permanence de l'état d'urgence, on tendrait ainsi vers un "Etat libéral autoritaire". L'effacement de la figure du juge, traditionnellement libérale, sous le prétexte de l'accélération des processus de médiation démocratique, en est un symptôme. En sacrifiant le pouvoir judiciaire au profit du pouvoir exécutif, on remplace des jugements humains par des procédures administratives, sinon informatiques. Les sociétés qui ne savent plus juger n'ont d'autre solution que de réprimer. En définitive, chez Emmanuel Macron, tout comme chez Manuel Valls, ce sont les libertés économiques qui priment sur celles d'aller et venir, etc., et ce alors même que les effets réels sur le terrorisme sont très limités.»

Michaël Fœssel est l'auteur d'Etat vigilance (Points, 2010).

Emmanuel Daoud avocat:

«Il s'agit d'un coup d'état institutionnel»

«Ce nouveau projet de loi constitue une régression sans précédent des libertés publiques et individuelles. On décide de banaliser des mesures d'exception en les inscrivant dans le droit

commun au mépris des équilibres institutionnels et constitutionnels, mais aussi de l'autorité judiciaire. Le paradoxe de la situation, c'est qu'il a été démontré amplement que ces mesures n'avaient pas été efficaces durant l'état d'urgence, et l'on veut pourtant les inscrire de façon définitive dans notre droit. En réalité pour des raisons démagogiques. «A titre personnel, je considère qu'il s'agit d'un coup d'Etat institutionnel. C'est d'autant plus grave que ces derniers mois, on a constaté un dévoiement de ces dispositions d'exception, détournées de leur finalité première - la lutte antiterroriste - pour mieux criminaliser les mouvements sociaux. Le dernier rapport d'Amnesty International a clairement mis en évidence le recours abusif à l'état d'urgence pour interpellier ou contrôler des militants syndicaux ou écologistes. Si on pousse une telle logique, cette mise sous contrôle relève d'une inspiration autoritaire face à un tel projet, tous les démocrates, qu'ils soient juristes ou non, devraient se mobiliser ensemble pour rappeler au gouvernement les principes fondamentaux de notre Etat de droit et de notre République.» Libération.fr 09.06

### **Commentaire d'un internaute**

- "Autant rétablir les lettres de cachet et le fait du prince. Cette Loi vise à transférer à l'exécutif un pouvoir qui en droit commun est dévolu au judiciaire. C'est extrêmement grave et très dangereux ! L'idéal pour museler une opposition politique ou syndicale. Macron est un autocrate en puissance. Il faut que les Français ouvrent les yeux !"

### **Tous les partis institutionnels sont corrompus jusqu'à la moelle.**

- Affaire Ferrand: le ministre plombé par de nouvelles révélations - L'Express.fr
- Assistants européens du MoDem: les témoignages d'ex-collaborateurs s'accumulent - L'Express.fr

### **Le vieux monde vacille et menace les fondements de la civilisation humaine**

- La présidence Trump ébranlée par la charge de Comey - AFP
- Législatives: Theresa May perd sa majorité absolue - AFP
- Empêtré dans un scandale, le maire de Bruxelles contraint à la démission - LeFigaro.fr
- Sous pression, le Qatar reste ferme face à ses adversaires - LeFigaro.fr
- Une ville des Philippines aux mains de djihadistes - LePoint.fr
- Choléra au Yémen: plus de 100.000 cas suspects et 789 morts - AFP
- Soudan du Sud : un an et demi et 5 kilos, un enfant meurt de faim - Franceinfo

### **Bienvenue chez les décérébrés qui sont inspirés par les mêmes idéologues qui ont porté Macron au pouvoir.**

Madrid interdit le «manspreading» dans les bus - Slate.fr

Une nouvelle vignette apparaîtra mi-juin dans tous les autobus madrilènes: un homme, les jambes écartés et une grosse croix rouge pour signifier l'interdiction. Le parti Podemos souhaiterait étendre cette campagne à toute la région et à tous les types de transports... et il n'est pas le seul!

Le 6 juin, son parti a déposé une proposition de loi devant le parlement de la région de Madrid pour que la campagne lancée par la mairie de la ville et l'entreprise des transports municipaux contre le manspreading soit étendue à l'ensemble de la région.

Quelques semaines plus tôt, le parti d'extrême gauche de la CUP avait proposé une campagne similaire en Catalogne, en qualifiant le manspreading de «micro-agressions qui incommode celles et ceux qui les subissent».

À partir de mi-juin, de nouveaux symboles s'ajouteront aux interdictions de fumer et aux obligations de laisser sa place dans le bus aux femmes enceintes et aux personnes handicapées: interdiction d'écouter de la musique sans écouteurs, de parler trop fort au téléphone ET interdiction du manspreading.

Le symbole utilisé s'inspire notamment d'une campagne de sensibilisation lancée dans le métro new-yorkais en 2014, comme l'a fait remarquer la conseillère municipale et politologue Rita Maestre.

Madrid n'est pas la seule ville à avoir entamé une telle campagne de sensibilisation. Comme le rappelle le Guardian avec une série de visuels utilisés pour dénoncer le manspreading, New York était précurseur, mais le Japon et la Pennsylvanie aussi. Mais c'est une série de Tumblr qui avait dénoncé en premier le phénomène. En France, le collectif Osez le féminisme avait lancé le hashtag #Takebackthemetrometro en 2014 et publié un visuel qui utilisait les mêmes codes que la société des transports franciliens. Un visuel toujours d'actualité... mais pas pour la RATP. Slate.fr 08.06

Ici en Inde, il fait une chaleur écrasante une grande partie de l'année, il faut donc s'y adapter. Les femmes ne portent pas de culotte sous leur sari, elle porte un jupon. Seules les vieilles femmes ne portent pas de soutien-gorge. Les femmes n'en portent que pour sortir généralement. Les hommes portent généralement un slip mais pas toujours, moi je n'en porte plus, j'ai eu trop de problèmes quand j'en portais. Et quand on s'assied, la pause communément admise consiste à écarter les jambes pour que les parties génitales puissent respirer ou s'aérer un peu, évacuer la transpiration qui sinon donne lieu à des irritations ou à l'apparition de boutons qui rapidement s'infectent ou deviennent purulents, il arrive même que des champignons apparaissent en haut des cuisses, j'en parle en connaissance de cause pour y avoir eu le droit à plusieurs reprises.

Le pire, c'est le scooter (ou la moto) où on transpire abondamment entre les cuisses, du coup je roule les jambes écartées pour me soulager, malgré tout cela finit toujours par vous démanger assez rapidement, je me soulève légèrement de la selle quelques instants et discrètement je m'essuie les parties, ce sont des gestes que les Indiens font quotidiennement sans que personne n'y voit à redire.

Tenez, pendant que j'écris ces lignes, ma chaise est légèrement décalée de la table où se trouve le clavier pour pouvoir garder les jambes écartées, j'ai une jambe sous la table et l'autre à l'extérieur, mon short est humide entre les jambes et j'ai des boutons qui sont devenus des plaies aux fesses, j'ai mis du tact de Selvi pour me soulager et les sécher, comme quoi je ne vous cache rien, vous savez tout ! Si demain j'étais en France, je prendrais naturellement cette pause et je me ferais taxer d'obsédé sexuel. C'est complètement dingue, ils ne savent plus quoi inventer pour terroriser la population ces ordures !

Et que dire de l'extrême gauche qui va soutenir ce genre de campagne ? Qu'elle est plus que décomposée, débile, pourrie, on va la cataloguer à droite avec les autres partis de la pseudo-gauche (PS, PCF, PG, etc.).

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Syrie**

- La coalition dirigée par les USA porte une 3e frappe contre les forces pro-Assad - sputniknews.com

Les forces de la coalition dirigée par Washington ont abattu un drone syrien et attaqué des camions appartenant à l'armée syrienne lors de la troisième frappe effectuée à Al-Tanf en moins d'un mois.

La coalition dirigée par les États-Unis a porté jeudi sa troisième frappe depuis le 18 mai contre les forces pro-gouvernementales syriennes à l'est de la zone de désescalade près d'Al-Tanf, a annoncé le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition.

Cette fois, la coalition a attaqué des camions transportant des armes et a abattu un drone. Selon la coalition, cet engin sans pilote aurait attaqué les forces de la coalition.

« Le drone a largué des munitions qui n'ont pas touché les militaires de la coalition. L'engin sans pilote avait d'autres munitions à bord et nous l'avons abattu », a indiqué le colonel. sputniknews.com 08.06

#### **États-Unis**

- Fondation Soros: spéculations de plusieurs milliards et vente libre de stupéfiants - sputniknews.com

Selon le journaliste italien Mario Sommosa, dans une interview retransmise en direct par la chaîne de télévision CNN, Soros a pratiquement admis qu'il aurait pu financer la « révolution » de Maïdan pour « mettre au pouvoir une junte amie des États-Unis ».

« Dans la même interview, il a reconnu avoir organisé des opérations similaires en Géorgie, au Kirghizstan, au Myanmar et en Iran », a rappelé en conclusion le journaliste italien. sputniknews.com 08.06

#### **Serbie**

- Bombardements de la Yougoslavie: la Serbie poursuivra l'Otan en justice sputniknews.com

À l'initiative de l'Académie serbe des sciences et des arts et avec la bénédiction du patriarche Irénée de Serbie, une équipe de juristes se forme pour préparer un recours en justice contre l'Otan pour le détriment matériel et moral infligé par les bombardements de 1999, a annoncé à Sputnik le Serbe Srdjan Aleksic qui dirigera ce groupe.

Les meilleurs avocats serbes, ainsi que leurs confrères de l'Union européenne, de la Russie, de la Chine et de l'Inde feront partie de cette équipe spéciale, a déclaré Srdjan Aleksic à Sputnik.

« Nous entendons attaquer en justice les pays de l'Otan qui ont participé à l'agression contre la Yougoslavie, soit 20 États qui y ont été impliqué directement ou indirectement. Les recours en justice seront préparés contre chacun de ces pays », a précisé l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que les juristes ne s'adresseraient pas à la Cour internationale de Justice (CIJ), mais aux organes judiciaires de chacun des 20 pays.

« Nous estimons que cela relève de la compétence des tribunaux nationaux. Ces États ont violé les principes contenus dans le chapitre 7 de la Charte de l'Onu qui interdit l'agression contre n'importe quel pays. Qui plus est, l'Otan a violé les chapitres 5 et 6 de ses propres statuts, l'Alliance n'étant pas une structure offensive, mais défensive », a souligné l'homme de droit.

Et de résumer que, somme toute, le droit international avait été violé, notamment les conventions interdisant toute agression et tout usage de la force contre les États souverains.

En 1999, pendant 11 semaines, l'Alliance a bombardé la Yougoslavie. Cette opération de l'Otan a fait 2 500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. Comme résultat, avec 5 500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive de nos jours en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. sputniknews.com 08.06